

À l'ombre d'Istanbul : les transformations territoriales de la « province » turque. Introduction

Jean-François Pérouse et Antoine Fleury

Vue de France, la Turquie est souvent réduite à la mégapole d'Istanbul. En s'intéressant à la « province » turque, le dossier met en lumière la diversité des processus de métropolisation dans ce pays, entre centralisation étatique, initiatives locales et inscription dans des réseaux transnationaux.

« Il existe une autre Turquie au-delà d'Istanbul et d'Ankara, une Turquie qui n'est pas aussi sous-développée qu'on le suppose souvent. Elle reste assez fragmentée et, bien qu'il y ait de la pauvreté et des inégalités régionales, il y a aussi du dynamisme¹ » (Tok 2009, p. 88).

Les terribles tremblements de terre de février 2023 survenus dans le sud-est de la Turquie ont été suivis d'une reprise en main par l'État central de certains des départements les plus ravagés, à l'instar de celui du Hatay, avancée-appendice de la Turquie dans la façade orientale du Bassin méditerranéen. Ils ont fourni l'occasion pour le pouvoir aux mains du Parti de la justice et du développement (AKP) de soumettre un réduit périphérique habité par des populations résistant doublement à la norme dominante, parce qu'à la fois non turcophones et non sunnites. Cette conquête opportuniste des marges, dans un contexte post-catastrophique, est révélatrice d'un mode opératoire banalisé ces deux dernières décennies : le pouvoir central se saisit de l'exception et de l'urgence² pour imposer ses façons de faire territoire et société. Cela se traduit par des déplacements de population, des expropriations, des destructions et des reconstructions décidés (et déjà largement réalisés) par le pouvoir central. Ses agences et partenaires préférés ont d'ores et déjà changé le visage du Hatay. Cette politique interventionniste et *top-down* n'épuise cependant pas la pluralité des modes de fonctionnement et de transformation des territoires à l'œuvre aujourd'hui en Turquie.

Un regard décentré sur les dynamiques territoriales

C'est pour rappeler et souligner cette pluralité que les textes de ce dossier³ proposent un regard plus ou moins décentré sur les dynamiques et les enjeux territoriaux de la Turquie contemporaine⁴. Décentré en ce qu'il sort des ornières et perspectives dominantes de la

¹ Notre traduction. Voici la citation initiale : « *There is another Turkey beyond Istanbul and Ankara, one that is not backward as is commonly assumed. It remains quite fragmented, and while there is poverty and regional inequality, there is also dynamism.* »

² Ce procédé passe notamment par un discours obsédant sur les risques et une instrumentalisation des moindres aléas.

³ Nous remercions chaleureusement Lydie Rauzier qui a amorcé ce dossier et contribué à son suivi éditorial.

⁴ Le terme de « territoire » n'a pas d'équivalent exact en turc. Depuis la fondation de la République en 1923, davantage que le territoire comme système, dans sa matérialité et sa structuration, ce qui prime dans le discours officiel est la nation (*ulus*), à construire ; et la patrie (*vatan*), à exalter et défendre sous la férule de l'État-parti-

littérature scientifique. Celle-ci porte plutôt l'attention sur les relations internationales et la géopolitique (Amir-Aslani 2023), sur les recompositions de l'État et les fluctuations de la vie politique, ou encore sur la place des minorités – kurde et alévi en particulier –, ce qui produit des analyses peu territorialisées, concentrées sur les capitales économiques et politiques du pays ou sur certaines régions frontalières.

Ce vaste pays – une fois et demie plus étendu que la France – de plus de 80 millions d'habitants, résidu d'une histoire impériale qui le maintient en relation avec des territoires « perdus » entre la fin du XVIII^e siècle et la Première Guerre mondiale, est à la fois proche de l'Union européenne et articulé à des dynamiques régionales extra-européennes multiples (Loewendahl-Ertugal 2005 ; Massicard 2008 ; Montabone 2013). Pays émergent engagé dans un mode de développement orienté vers les exportations et peu soucieux des externalités environnementales et sociales (Débarre et Pérouse 2016), la Turquie constitue un cas stimulant pour interroger et relativiser certaines de nos catégories et croyances (Bazin et de Tapia 2012). Concernant la dualité urbain-rural, les mobilités, migrations et circulations, mais aussi le rapport à l'environnement, la centralité ou les modalités d'habiter et la multi-localité, l'examen de ce pays n'a de cesse de bousculer nos habitudes de pensée à propos du territoire.

Il en va ainsi de la question de la métropolisation⁵ (*metropolleşme*) qui n'a d'échos dans les débats en Turquie que sous l'angle économique, où elle est liée, voire confondue à la globalisation, ou *küreselleşme* (Ak 1981 ; Bayırbağ 2013). Longtemps, sous l'influence de l'histoire et de la science politique, a dominé le seul paradigme « centre-périphérie » dans l'analyse des dynamiques territoriales à petite échelle du pays (Mardin 1973 ; Levin 2023). L'opposition entre la capitale (puis l'ancienne capitale) qu'est Istanbul et le reste du territoire (la « province » ou *taşra*) a constitué un cadre inlassablement convoqué (Pérouse 2013). Le passage de l'ordre territorial impérial à celui de l'État-nation et la proclamation d'Ankara comme capitale en 1923 n'ont pas modifié ces habitudes. Deuxième agglomération du pays avec plus de 5,7 millions d'habitants aujourd'hui (contre 3,5 en 1990), cette greffe républicaine au système urbain turc a réussi. En réduisant Ankara à une capitale politique et administrative et, surtout, en se focalisant sur la réinsertion de l'ancienne capitale impériale dans les flux et logiques de la mondialisation après l'effondrement de l'URSS⁶, le modèle centre-périphérie pouvait être conservé. Entre 1990 et 2025, la population d'Istanbul est passée de 7,3 à plus de 15,5 millions d'habitants, sans compter la population qu'elle attire et fixe temporairement⁷. Cette « gigantisation » d'Istanbul semble aussi avoir contribué à maintenir la focalisation du regard des chercheurs et observateurs.

Mais l'immensité peut fasciner et aveugler en même temps. Si le monstre métropolitain semble écraser la hiérarchie urbaine turque en première analyse, il s'inscrit en fait dans des dynamiques qui affectent tout le territoire. Ces transformations ne peuvent être lues uniquement comme des « débordements » ou « effets-contagion » de l'énergie stambouliote. C'est pourquoi le décentrement proposé par ce dossier est aussi géographique. L'enjeu est de porter l'attention vers ces géographies « provinciales » souvent invisibilisées (Zeybek 2012 ; Pérouse 2013) – en particulier dans les régions de la mer Noire (ancien Pont-Euxin, aujourd'hui *Karadeniz*), de l'Est et du Sud anatoliens – et de mettre en lumière leurs dynamiques territoriales propres.

armée. L'espace est second : c'est un ensemble de ressources à rendre accessibles, valoriser et exploiter ; au mieux un cadre d'action politique et d'exercice de la souveraineté à unifier et quadriller, délimité par des frontières nouvellement consolidées.

⁵ Dans la recherche urbaine, la métropolisation désigne « non seulement la croissance et la multiplication des grandes agglomérations, mais [aussi] la concentration grandissante en leur sein des populations, des activités et des richesses » (Ascher 1995, p. 16).

⁶ Après la chute de l'URSS et la réouverture des frontières, Istanbul a recommencé à devenir attractive pour des populations jusqu'alors retenues derrière le rideau de fer, dans les Balkans ou le sud-Caucase, ainsi remises en mobilité.

⁷ Il s'agit de circulants aussi bien turcs qu'étrangers, clients ponctuels (parfois réguliers !) des services (santé, divertissement, consommation) et agréments inégalés de la métropole.

Capitalisme extractiviste et centralisation étatique

L'engagement de la Turquie dans un capitalisme exportateur – reposant sur un différentiel de coût horaire de la main-d'œuvre encore sensible par rapport à l'Union européenne – et extractiviste est un fait général qui touche l'ensemble du pays (Çaylı 2021 ; Çelik 2023). De même, les modes de gestion arbitraires et autoritaires qui permettent à un capitalisme de connivence de prospérer sous la tutelle d'un parti-présidence épris d'ultralibéralisme affectent tout le territoire national (Débarre et Pérouse 2016). Non sans contradictions, quand la concurrence entre les régions est exaltée par le discours public même, à l'heure de la multiplication des indices de compétitivité territoriale, des classements (*ranking*) et des centres d'attractivité (*cazibe merkezleri*) sous l'égide des Agences (de développement) régionales progressivement mises en place à partir de 2006 à l'échelle des NUTS 2⁸ (Montabone 2013).

Istanbul est bien une vitrine et un terrain d'expérimentation des modalités de gestion et de mise en valeur du territoire qui prévalent depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (fin 2002). Elle demeure une référence pour tous les gestionnaires locaux et un pôle attractif sans commune mesure ; la capitale impériale déchue, par sa taille et son histoire, a une place unique dans le système territorial turc. Mais il ne faudrait pas se méprendre. Ce système complexe et dense (Bazin 1986, 2000, 2005) continue à être travaillé par des logiques transnationales héritées de l'ordre impérial ou nouvelles (réticulaires ou transfrontalières), des logiques régionales et des logiques locales plus ou moins endogènes (Tok 2009 ; Kuyucu et Daniş 2014 ; Pérouse 2022, 2023). Toutes ces logiques paraissent favorisées par la dérégulation de l'action territoriale concertée et planificatrice d'État⁹, suite au démantèlement de l'équivalent au Commissariat au Plan (le DPT turc) en 2011.

La crise de l'habitabilité d'Istanbul – pour des raisons conjointes de qualité et de coût de la vie – se manifeste depuis le début des années 2020 par un plafonnement de la démographie et un taux brut migratoire désormais négatif (inversion notable à l'échelle des soixante-dix dernières années). Elle offre l'occasion de reconsidérer ces logiques et de prendre quelque distance : la principale métropole n'est pas le principe unique des processus de métropolisation à l'œuvre en Turquie. C'est ce que montrent, chacune à sa façon, les contributions de ce dossier.

Des modes diversifiés de métropolisation

Plusieurs d'entre elles interrogent ce que font aux territoires turcs les circulations de personnes, de capitaux et d'idées à larges échelles, en pointant la manière dont elles participent aux transformations économiques et sociales des territoires périphériques. Alain Tarrius évoque les réseaux mondiaux de l'économie souterraine, un temps structurés au bénéfice de Trabzon, l'ancien Trébizonde, faisant rejouer des logiques prénationales dans cette région de la mer Noire. Bediz Yılmaz s'intéresse à une autre ville littorale, Mersin, et montre que cette agglomération offre un cas singulier de métropolisation récente et saccadée, à la périphérie méridionale de l'Anatolie. Quant à Matthieu Gosse et Tunç Yildirim, ils proposent un détour historique en s'intéressant à deux villes périphériques de l'Empire ottoman au tournant du XX^e siècle. Le premier nous emmène sur les traces du cosmopolitisme – aujourd'hui disparu – qui caractérisait la ville de Mamuret-ul Aziz (devenue Elazığ), en lien avec la diaspora arménienne et la présence occidentale. En documentant l'essor du cinéma, le second met en lumière l'effervescence culturelle de Salonique – depuis rattachée à la Grèce et renommée

⁸ Pour faire référence aux régions, l'Union européenne a développé une nomenclature baptisée NUTS (Nomenclature des unités territoriales statistiques) qui divise chaque pays en trois niveaux : NUTS 1 : « grandes régions socio-économiques », NUTS 2 : « régions de base (pour les politiques régionales) » et NUTS 3 : « petites régions (pour des diagnostics particuliers) ». Source : Eurostat (<https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/nuts>).

⁹ Voir Stéphane Yerasimos (1988) sur l'histoire de la planification en Turquie au XX^e siècle et M. Mutluer (2009) pour une entrée par les inégalités interrégionales.

Thessalonique – qui était alors ouverte sur l’Europe occidentale et rivalisait presque avec Istanbul.

Un deuxième ensemble de contributions explore les initiatives d’investissement à impacts territoriaux forts, voire spectaculaires, des capitalismes anatoliens. Stéphane de Tapia éclaire les dynamiques territoriales à Yozgat, petite ville d’Anatolie centrale, en montrant comment le développement entrepreneurial endogène s’est articulé à des investissements transnationaux – en particulier ceux issus des émigrants – et à des investissements de l’État. Dans l’Est et le Sud-Est de la Turquie, où ce dernier tente de reconquérir les régions kurdes – tant sur le plan militaire, économique que culturel – depuis les années 1990, les villes ont été profondément bouleversées. Nicolas Ressler-Fessy donne à voir la coalition autoritaire et patronale qui s’est formée pour leur reconstruction après la guerre de 2015-2016, mettant la région au service de la globalisation de l’économie nationale. En s’attardant sur le cas de Şanlıurfa, Julien Boucly donne à voir la mise en patrimoine et en tourisme des centres-villes historiques, déployée dans le cadre d’un consensus néolibéral implicite entre autorités municipales, étatiques et organisations commerciales.

Qu’il s’agisse de la persistance de particularismes ethnoculturels ou de résistances techno-institutionnelles à l’imposition du modèle « métropolitain » de gestion du territoire national, c’est la centralisation étatique d’hier et d’aujourd’hui et ses articulations avec les spécificités locales qui est au cœur d’une dernière série de contributions. Pistant les derniers locuteurs du grec pontique, Faruk Bilici montre qu’une communauté grécophone s’est maintenue, principalement dans la région de la mer Noire, malgré la turquisation¹⁰. Persistance ne rime cependant pas ici avec résistance, puisqu’il existe une forte allégeance de cette communauté à l’État turc et à la culture nationale. À l’inverse, une forme de résistance s’exprime dans l’adhésion de plusieurs villes au réseau international Cittaslow des « villes du bien vivre » : pour Benoit Montabone, cette labellisation véhicule des valeurs en rupture avec le régime métropolitain dominant en Turquie. Tout autant marginalisés que les petites villes, les espaces ruraux n’ont pas forcément la même capacité de résistance, comme le montre Selin Le Visage. La création de grandes métropoles aux compétences étendues a ainsi profondément déstabilisé la gestion de l’eau agricole, à mesure que s’effaçaient les politiques de développement rural.

En définitive, ce dossier tente de se mettre à l’écoute des territoires de Turquie dans toute leur diversité et des modes diversifiés de métropolisation, plus ou moins discrets, hors d’Istanbul. Il en ressort que la vision verticale de processus de métropolisation réduits à des processus de domination d’un seul centre ne résiste pas à l’examen. Plutôt que de centralisation ou de décentralisation, la Turquie offre un cas de démultiplication et d’éclatement des expressions de la centralité, en fonction de logiques d’intérêt sectorielles ou réticulaires, commandées par une coalition de pouvoir qui soumet et met à son service (tout en prétendant servir) l’ensemble du territoire, indifféremment, au seul gré des opportunités de court terme.

Au sommaire de ce dossier :

Ce que font les circulations internationales aux territoires turcs

Alain Tarrius, « [La centralité discrète de Trabzon dans le commerce mondial “entre pauvres”](#) » , *Métropolitiques*, 20 mars 2025

Bediz Yilmaz, « Mersin, une néo-métropole méditerranéenne “élastique” », *Métropolitiques* (à paraître)

¹⁰ Dès la proclamation de la République de Turquie, en 1923, est lancée une politique de turquisation en vue d’édifier un État-nation turc, à l’opposé de la société ottomane, largement multiethnique.

Matthieu Gosse, « [Enquête sur un cosmopolitisme anatolien disparu : Mamuret-ul Aziz et Kharpout au tournant du XX^e siècle](#) », *Métropolitiques*, 3 février 2025.

Tunç Yildirim, « [Un moment de centralité culturelle dans une périphérie impériale : Salonique au tournant du XX^e siècle](#) », *Métropolitiques*, 5 mai 2025.

Des modèles anatoliens de développement urbain

Stéphane de Tapia, « Retour à Yozgat : de la bourgade provinciale mal-aimée à la revanche de l'Anatolie profonde ? », *Métropolitiques* (à paraître)

Nicolas Ressler-Fessy « [Contrôle autoritaire du centre contre logiques d'autonomisation : les transformations post-2016 dans l'est et le sud-est de la Turquie](#) », *Métropolitiques*, 13 janvier 2025.

Julien Boucly, « [Sanliurfa, ville de prophètes et de tourisme](#) », *Métropolitiques*, 21 avril 2025.

Entre centralisation et résistances locales

Faruk Bilici, « [Sur les traces de la présence grecque en Turquie : le romeika et ses locuteurs](#) », *Métropolitiques*, 3 mars 2025.

Benoit Montabone, « [Cittaslow turques : un récit territorial alternatif aux métropoles](#) », *Métropolitiques*, 17 février 2025.

Selin Le Visage, « [La gestion de l'eau agricole au risque de la métropolisation en Turquie](#) », *Métropolitiques*, 5 décembre 2024.

Bibliographie

Ak, I. 1981. Metropolleşme Sürecinde Türkiye ve İzmir Örneğinde Çözüm Araştırması.

Amir-Aslani, A. 2023. La Turquie, nouveau califat ?, Paris : Éditions de l'Archipel.

Ascher, F. 1995. *Métapolis ou L'avenir des villes*, Paris : Odile Jacob.

Bayırbağ, M. S. 2013. « Local Entrepreneurialism and State Rescaling in Turkey », « Küreselleşme ve Anadolu kentleri » [Globalisation et villes anatoliennes], *Idealkent*, n° 8, p. 16-49.

Bazin, M. 1986. « Le réseau urbain de la Turquie », *Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, n° 65-66, p. 89-113. URL : https://www.persee.fr/doc/tigr_0048-7163_1986_num_65_1_1187.

Bazin, M. 2000. « Disparités et déséquilibres régionaux », in P. Dumont et F. Georgeon (dir.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris : L'Harmattan, p. 23-45.

Bazin, M. 2005. « Diversité ethnique et disparités régionales », in S. Vaner (dir.), *La Turquie*, Paris : Fayard, p. 389-428.

Bazin, M. et Tapia de, S. 2012. *La Turquie : géographie d'une puissance émergente*, Paris : Armand Colin.

Benedict, P., Tümertekin, E. et Mansur, F. (dir.). 1974. *Turkey: Geographic and Social Perspectives*, Leyde : E. J. Brill.

Çaylı, E. 2021. « The Aesthetics of Extractivism: Violence, Ecology, and Sensibility in Turkey's Kurdistan », *Antipode*, vol. 53, n° 5, p. 1377-1399. URL : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/anti.12723>.

Çelik, C. 2023, « Extractivism and Labour Control: Reflections of Turkey's "Coal Rush" in Local Labour Regimes », *Critical Sociology*, vol. 49, n° 1, p. 59-76.

Débarre, S. et Pérouse, J.-F. 2016. « Dire et faire le territoire en Turquie : entre idéologie unitariste et obsession de la rente », *European Journal of Turkish Studies*, n° 23. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5410>.

- Kuyucu, T. et Daniş, D. 2014. « Similar Processes, Divergent Outcomes: A Comparative Analysis of Urban Redevelopment Projects in Three Turkish Cities », *Urban Affairs Review*, vol. 51, n° 3, p. 381-413.
- Levin, P T. 2023. « Reflections on Şerif Mardin's center-periphery thesis », *Turkish Studies*, vol. 24, n° 3-4, p. 617-639.
- Loewendahl-Ertugal, E. 2005, « Europeanisation of Regional Policy and Regional Governance: The Case of Turkey », *European Political Economy Review*, vol. 3, n° 1, p. 18-43.
- Mardin, Ş. 1973. « Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics? », *Daedalus*, vol. 102, n° 1, p. 169-190. URL : <https://homes.izmirekonomi.edu.tr/aakan/center-periphery-relations.pdf>.
- Massicard, É. 2008. « Régionalisme impossible, régionalisation improbable : La gestion du territoire en Turquie à l'heure du rapprochement avec l'Union européenne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, n° 3, p. 171-203. URL : https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2008_num_39_3_1915.
- Montabone, B. 2012. « La région entre attentes européennes et trajectoire nationale : les "agences de développement" en Turquie », *Territoire en mouvement*, n° 16, p. 71-85. URL : <https://journals.openedition.org/tem/1899>.
- Montabone, B. 2013. *L'Union européenne et la Turquie. Les enjeux d'un développement régional*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Mutluer, M. 2009. « Inégalités interrégionales en Turquie et études de planification régionale », in « Les vertus de l'interdisciplinarité. Mélanges offerts à Marcel Bazin », *Les Cahiers de l'IATEUR*, numéro spécial, p. 111-128.
- Pérouse, J.-F. 2003. « La difficile affirmation des villes moyennes turques comme symptôme de dysfonctionnements politico-économiques », in F. Charbonneau, P. Lewis et C. Manzagol (dir.), *Villes moyennes et mondialisation, renouvellement de l'analyse et des stratégies*, Actes du colloque international, Université de Montréal, du 18-20 septembre 2002, Montréal : Trames/UM, p. 92-99.
- Pérouse, J.-F. 2013. « Taşranın cazip ama mahdud kalan yeniden keşfedilmesi » [La redécouverte attirante mais limitée de la province], *Evrensel Kültür*, Dosya « Taşralaşan kent, kentleşen taşra », n° 264, p. 91-93.
- Pérouse, J.-F. 2022. « "Adana (1)" : Un territoire stratégique et dynamique à la double interface méditerranéenne et proche-orientale de la Turquie », *L'Information géographique*, n° 2022/4, p. 31-48. URL : <https://shs.cairn.info/revue-l-information-geographique-2022-4-page-31?lang=fr>.
- Pérouse, J.-F. 2023. « "Adana (2)" : l'agglomération d'Adana : étalement urbain contraint et recomposition récente du tissu », *L'Information géographique*, n° 2023/4, p. 31-46. URL : <https://shs.cairn.info/revue-l-information-geographique-2023-4-page-31?lang=fr>.
- Tok, E. 2009. « Anatolian cities and the new spirit of Turkish capitalism », *Turkish Policy Quarter*, vol. 7, n° 4, p. 81-89.
- Yerasimos, S. 1998. « La planification de l'espace en Turquie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 50, n° 4, p. 109-122. URL : https://www.persee.fr/doc/remmm_0035-1474_1998_num_50_1_2257.
- Zeybek S. O. 2012. « "Fraudulent" Citizens of a Small Town: Occidentalism in Turkey », *Antipode*, vol. 44, p. 1551-1568.

Antoine Fleury est chargé de recherche au CNRS et membre du laboratoire Géographie-cités (UMR CNRS 8504). Ses recherches portent sur le changement urbain au prisme des espaces publics et du petit commerce. Mises en œuvre au sein de divers collectifs, elles s'articulent avec un investissement dans la formation à la recherche et une ouverture sur les différents mondes professionnels de la ville. Il a codirigé plusieurs ouvrages : *Espace et rapports de domination* (Presses universitaires de Rennes, 2015), *Le Petit Commerce dans la ville-monde* (L'Œil d'Or, 2020), *Les Espaces publics à l'épreuve des mobilités* (PUR, 2022) et *Les Espaces publics urbains. Penser, enquêter, fabriquer* (Presses universitaires François-Rabelais, 2022).

Jean-François Pérouse, agrégé de géographie, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et auteur d'une thèse en géographie et aménagement sur Ankara entre 1919 et 1950, est maître de conférences HDR à l'université de Toulouse-2. Ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA, Istanbul) ayant vécu et travaillé de longues années en Turquie.

Pour citer cet article :

Antoine Fleury et Jean-François Pérouse, « À l'ombre d'Istanbul : les transformations territoriales de la « province » turque. Introduction », *Métropolitiques*, 19 mai 2025.

URL : <https://metropolitiques.eu/A-l-ombre-d-Istanbul-les-transformations-territoriales-de-la-province-turque.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2169>.